

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTRE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 1891

[C — 2005/31263]

30 JUIN 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 94, § 1^{er}, 95, § 1^{er}, 96, § 2 et 97, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, donné le 14 décembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 février 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 avril 2005;

Vu l'avis 38.320/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2005, en application de l'article 84 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le texte néerlandais de l'article 1^{er}, 10° et 11°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contractuels subventionnés, les mots « sociale integratie » sont remplacés par les mots « maatschappelijke integratie ».

Art. 2. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Peuvent occuper un emploi ACS les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits à l'ORBEm qui satisfont à l'une des conditions suivantes :

1° ont été inscrits comme demandeurs d'emploi inoccupés au moins pendant six mois auprès d'un service public de placement d'un Etat faisant partie de l'Espace économique européen au cours de l'année qui précède leur engagement;

2° sont bénéficiaires du droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale et ont bénéficié de ce droit durant six mois au moins au cours de l'année qui précède leur engagement. »

Art. 3. Dans le texte néerlandais de l'article 10, 1° du même arrêté, les mots « sociale integratie » sont remplacés par les mots « maatschappelijke integratie ».

Art. 4. Dans le texte néerlandais de l'article 11, 5° du même arrêté, les mots « sociale integratie » sont remplacés par les mots « maatschappelijke integratie ».

Art. 5. A l'article 17 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La prime due aux employeurs qui font effectuer par des ACS, contre rétribution, des prestations auprès de tiers, est diminuée chaque trimestre des montants journaliers repris en annexe du présent arrêté. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour les employeurs qui font effectuer par des ACS, contre rétribution, des prestations d'aide ménagère auprès de tiers afin de compléter les prestations fournies par un service agréé d'aide aux familles et/ou aux personnes âgées, malades ou handicapées, la prime est diminuée chaque trimestre d'un montant journalier réduit. »

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 1891

[C — 2005/31263]

30 JUNI 2005. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de programmatuur van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 94, § 1, 95, § 1, 96, § 2 en 97, § 3;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, gegeven op 14 december 2004;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 februari 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, van 11 april 2005;

Gelet op advies 38.320/1 van de Raad van State gegeven op 28 april 2005 met toepassing van artikel 84 § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

Besluit :

Artikel 1. In de Nederlandse tekst van art. 1, 10° en 11° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen worden de woorden « sociale integratie » vervangen door de woorden « maatschappelijke integratie ».

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Een geco-arbeidsplaats kan worden bekleed door de niet-werkende werkzoekenden die bij de BGDA zijn ingeschreven en die voldoen aan één van de volgende voorwaarden :

1° gedurende minstens zes maanden als niet-werkende werkzoekeende bij een openbare tewerkstellingsdienst van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte zijn ingeschreven in de loop van het jaar dat aan hun aanwerving voorafgaat;

2° begunstigden zijn van het recht op maatschappelijke integratie of sociale bijstand en dit recht hebben genoten gedurende minstens zes maanden in de loop van het jaar dat hun aanwerving voorafgaat. »

Art. 3. In de Nederlandse tekst van artikel 10, 1° van hetzelfde besluit, worden de woorden « sociale integratie » vervangen door de woorden « maatschappelijke integratie ».

Art. 4. In de Nederlandse tekst van artikel 11, 5° van hetzelfde besluit, worden de woorden « sociale integratie » vervangen door de woorden « maatschappelijke integratie ».

Art. 5. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De premie die verschuldigd is aan de werkgevers die geco's, tegen vergoeding, prestaties laten verrichten bij derden wordt elk trimester verlaagd met de dagbedragen die vermeld worden in de bijlage van dit besluit. »;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Voor de werkgevers die geco's, tegen vergoeding, prestaties inzake huishoudhulp laten verrichten bij derden als aanvulling van de diensten van een erkende dienst voor gezinshulp en/of hulp aan bejaarden, zieken of personen met een handicap, wordt de premie elk trimester verlaagd met een verminderd dagbedrag. »

Art. 6. A l'article 19 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « de la présente section » sont remplacés par les mots « des sections 2 et 3 du présent chapitre »;

2° le 3^e est remplacé par la disposition suivante :

« 3^e cotisations patronales : les cotisations destinées aux vacances légales des travailleurs manuels,

au Fonds des équipements et services collectifs institué auprès de l'Office national d'Allocations familiales pour travailleurs salariés en application de l'article 107, § 1^{er}, des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939,

à l'effort en faveur des personnes appartenant aux groupes à risque ou auxquelles s'applique un parcours d'insertion,

à l'accompagnement des jeunes qui bénéficient du parcours d'insertion,

au financement des régimes de la gestion globale, visés à l'article 21, § 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés,

au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises pour couvrir une partie du montant des allocations de chômage payées par l'Office national de l'Emploi pour les travailleurs dont l'exécution du contrat de travail est suspendue, en application des articles 49, 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail,

au financement du régime de congé -éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs. »

Art. 7. Dans l'article 20 du même arrêté, le mot « EUR » est remplacé par « euros ».

Art. 8. L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21 § 1^{er}. Le ministre octroie une prime majorée d'un montant correspondant au salaire en espèces auquel le travailleur a droit, sans que ce montant puisse excéder le traitement de référence annuel, augmenté d'un pourcentage forfaitaire destiné à couvrir le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année, les cotisations patronales, les primes et cotisations d'assurance contre les accidents du travail, l'intervention de l'employeur dans les frais de transport et le montant de l'allocation de foyer ou de résidence.

L'allocation de foyer ou de résidence n'entre en compte pour la détermination du montant de la prime que si une disposition légale ou réglementaire la met à charge de l'employeur.

L'employeur occupant des ACS qui valorisent les services visés à l'article 40, peut demander une augmentation de la prime d'un montant correspondant aux augmentations barémiques auprès des services de l'ORBEm.

§ 2. Le montant de la prime majorée, hors l'allocation de foyer ou de résidence et l'intervention dans les frais annuels de secrétariat social, est diminué de 5 %. Le ministre peut accorder une dispense totale ou partielle de l'application de cette diminution aux employeurs qui fournissent la preuve de leur impossibilité de prendre en charge ces 5 % de la rémunération des ACS qu'ils occupent.

§ 3. La prime est augmentée d'un montant de 12,39 euros par mois destiné à courir les frais de secrétariat social.

§ 4. Pour bénéficier de la prime majorée, l'employeur conclut avec l'ACS un contrat de travail à durée indéterminée et lui procure des qualifications complémentaires améliorant sa position sur le marché de l'emploi.

Art. 9. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. Par dérogation aux articles 20 et 21, le Gouvernement de la Communauté flamande et le Gouvernement de la Communauté française reçoivent, après avoir conclu une convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, une prime pour l'occupation d'ACS dans les secteurs qui bénéficiaient avant le premier janvier 2003 d'une intervention du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi visé à l'article 5^{ter} de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. Le montant annuel de la prime est de 15.150 euros. La prime peut être répartie entre 1 et 6 emplois ACS, par tranches de 2.525 euros. »

Art. 6. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van deze afdeling » worden vervangen door de woorden « van de afdelingen 2 en 3 van dit hoofdstuk »;

2° 3^e wordt vervangen als volgt :

« 3^e werkgeversbijdragen : de bijdragen bestemd voor : de wettelijke vakantie voor handarbeiders,

het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten ingesteld bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers met toepassing van artikel 107, § 1, van de wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gecoördineerd op 19 december 1939,

de inspanningen ten gunste van personen die tot een risicogroep behoren of die een inschakelingstraject volgen,

de begeleiding van jongeren die een inschakelingstraject volgen,

de financiering van het Globaal Beheer van de regelingen bedoeld in artikel 21, § 2, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers,

het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, tot dekking van een deel van het bedrag van de werkloosheidssuitkeringen betaald door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening voor werknemers van wie de uitvoering van de overeenkomst is geschorst, met toepassing van de artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten,

de financiering van het stelsel van het betaald educatief verlof in het kader van de permanente vorming van de werknemers. »

Art. 7. In artikel 20 van hetzelfde besluit wordt het woord « EUR » door het woord « euro » vervangen.

Art. 8. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. § 1. De minister kent een verhoogde premie toe van een bedrag dat overeenstemt met het loon in geld waarop de werknemer recht heeft, zonder dat dit bedrag het jaarlijks referentielloon mag overschrijden, verhoogd met een forfaitair percentage ter dekking van het vakantiegeld, de eindejaarspremie, de werkgeversbijdragen, de premies en bijdragen van verzekeringen tegen arbeidsongevallen, de tussenkomst van de werkgever in de vervoerskosten en van het bedrag van de haard- of standplaatsstoelage.

De haard- of standplaatsstoelage komt slechts in aanmerking voor de vaststelling van het bedrag van de premie indien een wettelijke of reglementaire bepaling deze ten laste legt van de werkgever.

De werkgever, die geco's te werk stelt die de in artikel 40 bedoelde diensten valoriseren, mag een verhoging vragen van de premie met een bedrag dat overeenstemt met de schaalverhogingen bij de diensten van de BGDA.

§ 2. Het bedrag van de verhoogde premie, zonder haard- of standplaatsstoelage en de tussenkomst in de jaarlijke kosten van het sociale secretariaat, wordt verminderd met 5 %. De minister mag een volledige of gedeeltelijke vrijstelling toekennen van de toepassing van deze vermindering aan de werkgevers die het bewijs leveren van hun onmogelijkheid om deze 5 % ten laste te nemen van de vergoeding van de geco's die zij aan het werk stellen.

§ 3. De premie wordt verhoogd met een bedrag van 12,39 euro per maand tot dekking van de kosten van het sociale secretariaat.

§ 4. Om de verhoogde premie te bekomen, sluit de werkgever met de geco een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur en brengt hij hem bijkomende kwalificaties bij die zijn positie op de arbeidsmarkt verbeteren.

Art. 9. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. In afwijking van de artikelen 20 en 21 ontvangen de Regering van de Vlaamse Gemeenschap en de Regering van de Franse Gemeenschap, nadat zij met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een overeenkomst hebben gesloten, een premie voor de tewerkstelling van geco's in de sectoren die vóór 1 januari 2003 een tussenkomst genoten van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid bedoeld in artikel 5^{ter} van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector. De jaarlijkse premie bedraagt 15.150 euro. De premie kan verdeeld worden over 1 tot 6 geco-arbeidsplaatsen, per schijf van 2.525 euro. »

Art. 10. L'article 23 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 20 et 21, le Gouvernement de la Communauté flamande et le Gouvernement de la Communauté française reçoivent, après avoir conclu une convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, une prime pour l'occupation d'ACS dans leurs établissements d'enseignement.

§ 2. Pour les établissements qui dépendent de la Communauté flamande, le montant annuel de la prime est fixé à 80 % du montant de la rémunération brute accordée à un membre du personnel de la Communauté flamande pour la fonction exercée.

§ 3. Pour les établissements qui dépendent de la Communauté française, le montant annuel de la prime est fixé à 100 % du montant de la rémunération brute accordée à un membre du personnel de la Communauté française pour la fonction exercée.

Le montant global des primes versées ne peut dépasser un plafond fixé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 11. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 23bis. Par dérogation aux articles 20 et 21, le Gouvernement de la Communauté flamande et le Gouvernement de la Communauté française reçoivent, après avoir conclu une convention avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, une prime pour l'occupation d'ACS sportifs de haut niveau. Le montant de la prime correspond à la rémunération annuelle du sportif de haut niveau, plafonné au montant du traitement d'un agent des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale titulaire du même diplôme ou certificat que celui de l'ACS. »

Art. 12. Dans l'article 24 § 1^{er} du même arrêté, les mots « des cotisations patronales de sécurité sociale » sont remplacés par les mots « des cotisations patronales ».

Art. 13. Dans l'article 25 du même arrêté, le mot « EUR » est remplacé par « euros ».

Art. 14. Dans l'article 26 du même arrêté, le mot « EUR » est remplacé par « euros ».

Art. 15. Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « à l'article 22 et à l'article 23 » sont remplacés par les mots « aux articles 22, 23 et 23bis ».

Art. 16. Un article 55 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 55bis. Tant que les conventions visées à l'article 23bis n'auront pas été conclues,

le ministre octroiera aux fédérations sportives agréées par la Communauté flamande ou la Communauté française une prime d'un montant correspondant à la rémunération annuelle du sportif de haut niveau, sans que ce montant puisse excéder le traitement d'un agent des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale titulaire du même diplôme ou certificat que celui de l'ACS. »

Art. 17. L'annexe du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 01 septembre 2005.

Art. 19. Le Ministre compétent pour l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 juin 2005.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propriété publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PIQUE

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Art. 10. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

«Art. 23. § 1. In afwijking van de artikelen 20 en 21 ontvangen de Regering van de Vlaamse Gemeenschap en de Regering van de Franse Gemeenschap, nadat zij met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een overeenkomst hebben gesloten, een premie voor de tewerkstelling van geco's in hun onderwijsinstellingen.

§ 2. Voor de instellingen die van de Vlaamse Gemeenschap afhangen, is het jaarlijks bedrag van de premie vastgesteld op 80 % van de brutovergoeding toegekend aan een personeelslid van de Vlaamse Gemeenschap voor de uitgeoefende functie.

§ 3. Voor de instellingen die van de Franse Gemeenschap afhangen, is het jaarlijks bedrag van de premie vastgesteld op 100 % van de brutovergoeding toegekend aan een personeelslid van de Franse Gemeenschap voor de uitgeoefende functie.

Het globale bedrag van de gestorte premies mag een door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bepaald plafond niet overschrijden. »

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidende :

« Art. 23bis. In afwijking van de artikelen 20 en 21 ontvangen de Regering van de Vlaamse Gemeenschap en de Regering van de Franse Gemeenschap, nadat zij met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een overeenkomst hebben gesloten, een premie voor de tewerkstelling als geco van topatleten. Het bedrag van de premie komt overeen met de jaarlijkse vergoeding van de topsporter, geplafonneerd op het bedrag van het loon van een ambtenaar van de instellingen van openbaar nut van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die houder is van hetzelfde diploma of getuigschrift als deze van de geco. »

Art. 12. In artikel 24 § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid » vervangen door de woorden « de werkgeversbijdragen ».

Art. 13. In artikel 25 van hetzelfde besluit wordt het woord « EUR » door het woord « euro » vervangen.

Art. 14. In artikel 26 van hetzelfde besluit wordt het woord « EUR » door het woord « euro » vervangen.

Art. 15. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden «in artikel 22 en 23 » vervangen door de woorden «in de artikelen 22, 23 en 23bis ».

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt een artikel 55bis ingevoegd, luidende :

« Art. 55bis. Zolang de overeenkomsten bedoeld in artikel 23bis niet zijn gesloten,

kent de minister de sportbonden erkend door de Vlaamse Gemeenschap of de Franse Gemeenschap een premie toe voor een bedrag dat overeenkomt met het jaarloon van de topatleet, zonder dat dit bedrag het bedrag van het loon van een ambtenaar van de instellingen van openbaar nut van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die houder is van hetzelfde diploma of getuigschrift als deze van de geco mag overschrijden. »

Art. 17. De bijlage gevoegd bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2005.

Art. 19. De Minister bevoegd voor de tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 juni 2005.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Präsident van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

C. PIQUE

De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

Montants journaliers des rétrocessions visées à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
du / 2005 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif au régime des contrats subventionnés

| ANCIENNETE | Services d'aides ménagères à tarifs réduit | Services d'aides ménagères | Services d'accueil et animation dans les maisons de repos et les maisons de soins | Services de garde d'enfants malades à domicile | Services de halte-garderie | Post-acouchement | Services de dépannage à domicile |
|------------|--|----------------------------|---|--|----------------------------|------------------|----------------------------------|
| 0 | 6,22 | 16,77 | 12,96 | 7,37 | 7,25 | 6,22 | 7,25 |
| 1 | 6,30 | 16,99 | 13,13 | 7,45 | 7,44 | 6,30 | 7,44 |
| 2 | 6,30 | 16,99 | 13,13 | 7,45 | 7,44 | 6,30 | 7,44 |
| 3 | 6,61 | 17,82 | 13,77 | 7,81 | 7,69 | 6,61 | 7,69 |
| 4 | 6,70 | 18,06 | 13,95 | 7,91 | 7,84 | 6,70 | 7,84 |
| 5 | 6,70 | 18,06 | 13,95 | 7,91 | 7,84 | 6,70 | 7,84 |
| 6 | 6,79 | 18,30 | 14,14 | 8,02 | 7,99 | 6,79 | 7,99 |
| 7 | 6,79 | 18,30 | 14,14 | 8,02 | 7,99 | 6,79 | 7,99 |
| 8 | 6,87 | 18,54 | 14,32 | 8,12 | 8,14 | 6,87 | 8,14 |
| 9 | 6,87 | 18,54 | 14,32 | 8,12 | 8,14 | 6,87 | 8,14 |
| 10 | 6,96 | 18,78 | 14,51 | 8,23 | 8,29 | 6,96 | 8,29 |
| 11 | 6,96 | 18,78 | 14,51 | 8,23 | 8,37 | 6,96 | 8,37 |
| 12 | 7,24 | 19,52 | 15,09 | 8,56 | 8,58 | 7,24 | 8,58 |
| 13 | 7,34 | 19,78 | 15,29 | 8,67 | 8,67 | 7,34 | 8,67 |
| 14 | 7,43 | 20,03 | 15,48 | 8,78 | 8,85 | 7,43 | 8,85 |
| 15 | 7,43 | 20,03 | 15,48 | 8,78 | 8,85 | 7,43 | 8,85 |
| 16 | 7,52 | 20,27 | 15,67 | 8,88 | 9,03 | 7,52 | 9,03 |
| 17 | 7,52 | 20,27 | 15,67 | 8,88 | 9,03 | 7,52 | 9,03 |
| 18 | 7,61 | 20,52 | 15,86 | 8,99 | 9,22 | 7,61 | 9,22 |
| 19 | 7,61 | 20,52 | 15,86 | 8,99 | 9,22 | 7,61 | 9,22 |
| 20 | 7,70 | 20,76 | 16,05 | 9,10 | 9,40 | 7,70 | 9,40 |
| 21 | 7,70 | 20,76 | 16,05 | 9,10 | 9,40 | 7,70 | 9,40 |
| 22 | 7,79 | 21,01 | 16,24 | 9,21 | 9,58 | 7,79 | 9,58 |
| 23 | 7,79 | 21,01 | 16,74 | 9,21 | 9,58 | 7,79 | 9,58 |
| 24 | 7,89 | 21,26 | 16,43 | 9,32 | 9,76 | 7,89 | 9,76 |
| 25 | 7,89 | 21,26 | 16,43 | 9,32 | 9,94 | 7,89 | 9,94 |
| 26 | 7,93 | 21,38 | 16,53 | 9,37 | 9,94 | 7,93 | 9,94 |
| 27 | | | | | | 10,12 | 10,12 |

Dagbedragen van de teruggave bedoeld in artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van / 2005 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 betreffende het stelsel van de gesubsidierde contractuelen

| ANCIENNITEIT/Huishoudelijke hulp aan verminderd tarief | Huishoudelijke hulp | Onthaal en animatie in rustoorden en rust-en verzorgingstehuizen | Thuisopvang van zieke kinderen | Gelegenheidsopvang van kinderen | Kraamzorg | Klusjesdienst aan huis |
|--|---------------------|--|--------------------------------|---------------------------------|-----------|------------------------|
| 0 | 6,22 | 16,77 | 12,96 | 7,37 | 7,25 | 6,22 |
| 1 | 6,30 | 16,99 | 13,13 | 7,45 | 7,44 | 6,30 |
| 2 | 6,30 | 16,99 | 13,13 | 7,45 | 7,44 | 6,30 |
| 3 | 6,61 | 17,82 | 13,77 | 7,81 | 7,69 | 6,61 |
| 4 | 6,70 | 18,06 | 13,95 | 7,91 | 7,84 | 6,70 |
| 5 | 6,70 | 18,06 | 13,95 | 7,91 | 7,84 | 6,70 |
| 6 | 6,79 | 18,30 | 14,14 | 8,02 | 7,99 | 6,79 |
| 7 | 6,79 | 18,30 | 14,14 | 8,02 | 7,99 | 6,79 |
| 8 | 6,87 | 18,54 | 14,32 | 8,12 | 8,14 | 6,87 |
| 9 | 6,87 | 18,54 | 14,32 | 8,12 | 8,14 | 6,87 |
| 10 | 6,96 | 18,78 | 14,51 | 8,23 | 8,29 | 6,96 |
| 11 | 6,96 | 18,78 | 14,51 | 8,23 | 8,37 | 6,96 |
| 12 | 7,24 | 19,52 | 15,09 | 8,56 | 8,58 | 7,24 |
| 13 | 7,34 | 19,78 | 15,29 | 8,67 | 8,67 | 7,34 |
| 14 | 7,43 | 20,03 | 15,48 | 8,78 | 8,85 | 7,43 |
| 15 | 7,43 | 20,03 | 15,48 | 8,78 | 8,85 | 7,43 |
| 16 | 7,52 | 20,27 | 15,67 | 8,88 | 9,03 | 7,52 |
| 17 | 7,52 | 20,27 | 15,67 | 8,88 | 9,03 | 7,52 |
| 18 | 7,61 | 20,52 | 15,86 | 8,99 | 9,22 | 7,61 |
| 19 | 7,61 | 20,52 | 15,86 | 8,99 | 9,22 | 7,61 |
| 20 | 7,70 | 20,76 | 16,05 | 9,10 | 9,40 | 7,70 |
| 21 | 7,70 | 20,76 | 16,05 | 9,10 | 9,40 | 7,70 |
| 22 | 7,79 | 21,01 | 16,24 | 9,21 | 9,58 | 7,79 |
| 23 | 7,79 | 21,01 | 16,74 | 9,21 | 9,58 | 7,79 |
| 24 | 7,89 | 21,26 | 16,43 | 9,32 | 9,76 | 7,89 |
| 25 | 7,89 | 21,26 | 16,43 | 9,32 | 9,94 | 7,89 |
| 26 | 7,93 | 21,38 | 16,53 | 9,37 | 9,94 | 7,93 |
| 27 | | | | | 10,12 | 10,12 |